

19^{ème} session de l'Assemblée Parlementaire Paritaire

ACP-UE

Tenerife, Espagne

29 mars – 1^{er} avril 2010

Louis Michel, Co-président UE

Monsieur le Président du Gouvernement des Canaries,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, mon très cher Miguel Moratinos,
Monsieur le Co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Chers collègues parlementaires,

Je ne peux qu'utiliser cette tribune pour dire à Miguel Moratinos et au Premier ministre Zapatero et à tout son Gouvernement l'estime que je nourris à leur égard parce que c'est un des rares pays européens à avoir non seulement respecté ses engagements en matière d'aide publique au développement, mais dans une période pourtant difficile de crise économique, d'avoir amplifié encore cette aide montrant ainsi un exemple que d'autres pays européens feraient bien de suivre.

Monsieur le Co-Président de l'Assemblée parlementaire, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, chers collègues parlementaires.

Je vous remercie, Monsieur le Président du Gouvernement ainsi que les autorités des Canaries et les autorités nationales espagnoles, pour l'accueil et le soutien à l'organisation de cette session.

Je suis évidemment ravi de vous retrouver tous, chers collègues, quelques semaines après nos réunions à Bruxelles, pour entamer de nouveaux débats sur des sujets, parfois difficiles, mais qui, vous le savez bien, revêtent une importance capitale pour nos concitoyens.

Nous allons aborder ensemble des questions délicates. Nous allons le faire, comme d'habitude, sans tabou, sans arrière-pensée, sans langue de bois. C'est la libre expression de nos opinions parfois différentes qui donne de la valeur ajoutée à nos sessions. Nous représentons tous des citoyens, venant de quatre continents, avec leurs attentes, leurs angoisses, leurs espoirs, leurs projets aussi, en face du monde tourmenté et incertain dans lequel nous vivons. Il est de notre responsabilité d'élus de prendre à bras le corps tous ces problèmes et de rechercher les solutions justes qui sont pourtant, on le sait, de plus en plus complexes.

Je voudrais épinglez quelques sujets non pas prioritaires mais disons plus significatifs ou en tout cas plus illustratifs de l'importance de nos travaux.

Migrations

Le problème de la migration d'abord.

Notre réunion ici, aux Canaries, est à cet égard très symbolique. Ces îles européennes, au large des côtes africaines, sur la route des Caraïbes, sont à la confluence de nos relations. Elles ont été au cœur de l'actualité, ces dernières années, suite à des événements tragiques.

Combien de vies perdues, entre l'Afrique et ici, combien de jeunesse gaspillées alors qu'elles n'étaient guidées que par le désir d'une vie plus digne ? Nous ne le saurons jamais avec précision.

Mesdames, Messieurs,

L'immigration est un drame. Elle commence souvent par l'arrachement à une terre qui n'est plus nourricière. Elle se poursuit souvent par l'exploitation par des trafiquants et autres passeurs peu scrupuleux, et par des drames qui ne sont que trop connus ici et sur les côtes du Maroc, de la Mauritanie et du Sénégal.

L'immigration est anxiogène. Elle fait naître des craintes, souvent irrationnelles, chez certains de nos concitoyens européens, que certains, malheureusement, exploitent de façon trop souvent malsaine.

L'immigration est cependant un fait qui pose de nombreuses questions auxquelles il n'y a pas de réponses simples. Nous sommes passés en 45 ans de 75 millions de migrants (en 1965) à 214 millions aujourd'hui. Toutes les barrières, tous les contrôles du monde, ne vont pas inverser la tendance.

L'immigration est aussi une chance pour les pays de départ comme pour les pays d'accueil. Elle leur apporte une richesse économique mais aussi sociale et culturelle indéniable. En outre, nos pays vieillissants ne pourront sans doute plus se passer du dynamisme démographique de leurs voisins.

Les questions posées par le phénomène aux pays qui y sont confrontés sont réelles et difficiles. Il faut savoir apprécier les faits sans verser cependant dans une dramatisation, exacerbée par des populistes qui en ont fait un fond de commerce électoral. La plupart des migrations se font

au Sud, en Afrique sub-saharienne, notamment. Les migrations transcontinentales sont moindres. La fermeture des frontières européennes peut avoir des conséquences néfastes en n'ayant qu'un impact minime sur les mouvements de population mais en augmentant parfois gravement les trafics. La migration illégale doit être traitée à la source, dans les pays de départ, en offrant des possibilités de développement. Ces différents aspects, parfois contradictoires, doivent évidemment être pris en compte.

Nous devons aussi ensemble aller à contre-courant d'une idée reçue en Afrique: l'idée que l'Europe est un eldorado pour les migrants. Parfois, les candidats à la migration ignorent ce qui les attend: un voyage périlleux, une vie de clandestin, des conditions de travail souvent précaires et injustes. Et parfois, la xénophobie en prime. Les migrants, par fierté, sont parfois tentés de renvoyer à leur famille une image d'Epinal de la réalité qu'ils vivent. Il importe aussi, et les parlementaires peuvent y contribuer, de rappeler la réalité de cette vie.

Les possibilités d'accueil au Nord ne sont pas, malheureusement, ici et maintenant, illimitées.

Pour les pays qui sont les portes d'entrée de l'Union européenne, la gestion de flux migratoires massifs est loin d'être aisée pour une population locale en proie à ses propres peurs et qui ne peut imaginer toujours, le dénuement et la misère qui poussent les meilleurs enfants d'Afrique à tenter leur chance. Nous ne pouvons que déplorer le manque de solidarité de certains pays de l'Union qui ont parfois laissé leurs partenaires esseulés face à des réalités nouvelles pour eux.

Les Canaries sont une terre de migration. On ne peut nier qu'il y a eu des tensions. Pourtant, globalement, l'accueil ici s'est mieux passé que dans d'autres endroits de l'UE. C'est ce qu'avait déjà pu constater une mission de notre Assemblée en novembre 2006. Pour cela nous devons féliciter les autorités et les habitants des Canaries et les encourager sur cette voie.

De ce cas concret des Canaries et des côtes africaines qui leur sont si proches, il y a beaucoup de leçons à tirer pour nous tous. Les Canaries, après avoir dû laisser partir certains de leurs natifs sont devenues un eldorado pour d'autres. Ces îles se sont maintenant développées, en partie grâce à la solidarité nationale et européenne. Cela prouve en tout cas que l'aide publique fonctionne. C'est la première leçon.

Lorsque nous avons poussé nos partenaires des pays de transit à avoir des politiques très restrictives, nous n'avons en réalité fait que déplacer le problème plus vers le sud, rendant les traversées encore plus dangereuses – et plus chères - pour les migrants, mais ne les empêchant pas. Le trafic s'est aussi développé car des pêcheurs ont trouvé là une exploitation plus rentable pour leurs bateaux alors que les pêches se faisaient moins avantageuses. C'est là aussi la marque de l'absence de cohérence de nos politiques. Ce sont les leçons suivantes.

Nous ne devons pas oublier non plus que si l'émigration offre une chance individuelle, elle peut aussi causer un dommage collectif au pays de départ : il est alors privé des forces les plus vives et les plus dynamiques de sa population. C'est une perte pour le développement que les transferts financiers des migrants ne compensent qu'imparfaitement.

Enfin, les besoins de main d'œuvre qualifiée du Nord privent aussi le Sud d'éléments fondamentaux à son développement. Nous connaissons tous ces exemples de pays d'Afrique sub-saharienne qui ne forment des infirmières que pour qu'elles aillent travailler dans les hôpitaux occidentaux. Si nous encourageons ces pratiques, comment voulez-vous ensuite convaincre ces pays aux ressources publiques déjà tellement limitées d'investir dans la santé et la formation des professionnels de santé ? Quelle sera leur motivation si le fait d'organiser une formation de pointe conduit à voir ses meilleurs éléments s'expatrier ?

Pour répondre à ces défis, il faut pouvoir évoquer ouvertement toutes ces questions et y apporter des réponses innovantes, certes, mais surtout humaines. Vous le savez, je suis depuis longtemps en faveur des migrations intermittentes par lesquelles on peut aller travailler à l'étranger et rentrer ensuite dans son pays d'origine en sachant que l'on récupèrera facilement un visa, et un permis de travail, pour repartir. La plupart des migrants entrent légalement sur le territoire et tombent dans l'illégalité à la fin de la validité de leur visa. Je suis convaincu que s'ils avaient l'assurance de pouvoir de nouveau entrer légalement, ils hésiteraient beaucoup moins à repartir dans leur pays d'origine.

De même que nous sommes ici à la confluence de nos relations, le thème migratoire est à la confluence de nombreuses politiques. C'est pourquoi ce thème trouble tant : il ne pose que des questions complexes, auxquelles il n'y a pas de réponse simpliste. Les réponses ne peuvent être élaborées qu'en partenariat entre les pays européens et les pays d'origine des flux migratoires. C'est une approche que notre Assemblée a toujours soutenue alors que pendant longtemps l'Europe a imposé son modèle, sa réponse,

sa priorité sans tenir compte de la perception et de la réalité des pays partenaires.

Sud-Soudan

Nous avons aussi à l'ordre du jour de notre session le Sud Soudan.

Le conflit au Darfour nous avait fait oublier que la paix au Sud-Soudan restait très fragile. L'approche des élections générales et référendaires au Sud Soudan s'accompagne d'un regain de tensions. Après un conflit de 22 années, Khartoum avait conclu avec le Mouvement /Armée de libération du Sud-Soudan (SPLM/A) un Accord de paix global (CPA) en 2005 qui devait conduire à des élections en 2009 et à un référendum d'autodétermination en 2011. L'approche de ces échéances explique en partie le regain de violence au sud. Les dividendes de la paix – dont une répartition plus juste des ressources du pétrole - ne se sont pas fait suffisamment sentir par la population du sud. En outre, la rareté de l'eau et de la terre exacerbe les haines interethniques. La présence massive d'armes légères et de petit calibre fait le reste.

Je voudrais lancer un appel à tous: au gouvernement de Khartoum, aux autorités du Sud Soudan, au SPLM, aux pays voisins du Soudan. Il faut respecter la lettre et l'esprit de l'Accord de paix global et le mettre en œuvre de bonne foi. Les Soudanais, tous les Soudanais, ont le droit à vivre en paix et en dehors de la pauvreté.

Les élections dans deux semaines sont une chance pour le peuple du Soudan. Les électeurs doivent pouvoir exprimer leur choix librement dans un environnement exempt de pressions.

Enfin, le calendrier pour le referendum sur l'avenir du Sud-Soudan en 2011 doit être respecté. Il doit y avoir un débat ouvert et il ne faut pas préjuger du résultat.

Haïti

L'autre résolution d'urgence portera sur Haïti. Alors que nous sommes ici, une importante conférence des donateurs se tiendra à New York. Le grand apport de cette conférence sera la place accordée au plan haïtien de reconstruction.

Suite à ce drame, nous pensons évidemment aux victimes et aux survivants dont la situation est dramatique. De cette crise aussi, nous pouvons tirer bien des leçons pour que les mêmes erreurs ne se reproduisent pas. On ne peut évidemment pas empêcher les catastrophes naturelles mais on peut améliorer la manière d'y répondre. Les citoyens et gouvernements du monde entier ont fait preuve de grands élans de générosité suite au tremblement de terre en Haïti.

Après cette crise, comme après d'autres précédemment, nous n'avons pu que constater le manque de coordination de l'aide internationale, mais aussi de l'aide européenne. Comme dans beaucoup de domaine, l'UE et ses Etats membres sont les premiers donateurs mondiaux d'aide humanitaire. Pourtant chacun la fournit beaucoup trop de son côté, sans coordination avec son voisin.

Pour cette raison, je pense qu'il serait urgent de créer EU-Fast (European Union First Aid and Support Team) qui associerait moyens civils et militaires pour délivrer une première aide d'urgence dans les 24 heures.

Nous avons déjà pour cela le plan de base préparé par Michel Barnier, lorsqu'il a été chargé par la Commission d'établir ce travail. Ce plan est une source d'inspiration extrêmement concrète et qui pourrait être mis en œuvre très rapidement. Je connais l'intérêt du Ministre Moratinos pour le plan et je ne doute pas qu'on doit pouvoir activer cette idée, ce qui serait de mon point de vue extrêmement important.

Révision de Cotonou

Chers collègues,

Nous nous retrouvons aujourd'hui quelques jours seulement après la conclusion de la deuxième révision de Cotonou.

La révision de l'Accord de Cotonou a consolidé la place de l'APP dans le dialogue politique, en maintenant les deux sessions annuelles. Un rôle plus grand est aussi accordé aux parlements nationaux, et vous savez que cela nous tient à cœur. Notre Assemblée devra sûrement s'adapter à cette réalité. Nous devons continuer notre travail de contrôle de la mise en œuvre du FED, en faisant encore plus le lien que maintenant avec les parlements nationaux. Nous allons aussi pouvoir jouer un rôle dans le suivi des APE et je veux absolument, et je crois le faire en votre nom à tous, remercier le Commissaire Piebalgs ici présent pour sa préoccupation constante de voir jouer à cette Assemblée un rôle tout à fait essentiel dans l'Accord révisé de Cotonou. Je sais le rôle éminemment actif qu'il a joué pour faire droit à cette demande, à ce souhait, à cette attente aussi et je veux le remercier.

Bananes

Par ailleurs, je voudrais ici saluer l'accord sur les bananes, qui fera l'objet d'une déclaration de notre Assemblée. Nous en discutons encore toujours pour le moment. Nous avons mis une vingtaine d'années pour y parvenir, il a été la cause de longues et douloureuses batailles commerciales. Je sais que certains craignent ses conséquences, mais je voudrais les rassurer autant que faire ce peut: des mesures d'accompagnement seront prises pour les ACP. Elles seront adaptées aux besoins de chaque pays, définies et élaborées par les ACP en concertation avec l'UE dans le cadre de stratégies plus vastes en matière d'agriculture et de développement. Et les pays ACP auront toujours un accès en totale franchise de droits et de contingents (*duty free - quota free*) à l'Union européenne.

Voilà quelques uns des sujets importants qui retiendront l'attention de notre Assemblée.

Pour conclure, je voudrais dire ceci. D'abord, on ne s'en rend peut-être pas compte, mais vous tous qui êtes là, qui représentez des pays qui d'une certaine manière recouvrent des continents, vous pesez plus de 1,5 milliard de citoyens, de consciences, de destins, d'espérances, de projets de vie, mais aussi de souffrances, de douleurs, d'attentes, de peur et d'incertitude.

C'est le sens du politique de porter les attentes et les songes du citoyen. Et donc je crois que la première des choses que nous devons faire, c'est de prendre conscience de ce levier énorme que représente cette Assemblée. Il faut donc sortir du formalisme convenu. Ici, cela doit être le débat permanent, la contradiction permanente entre nous. Si vous prenez

l'histoire des civilisations, aucune civilisation ne s'est développée sans débat contradictoire. On a simplement survécu s'il n'y avait pas à l'intérieur de cette civilisation, de cette communauté culturelle, politique, humaine un débat contradictoire permanent, cette tension sémantique entre des avis et des opinions. Cette tension entre des esprits libres, je crois que c'est fondamental.

Nous avons jeté les bases d'un groupe de travail qui va tenter de proposer des modifications à nos méthodes de travail pour être plus visibles. On est dans un monde de la communication. Cette Assemblée doit être connue par plus de monde. Notre Assemblée représente 1,5 milliard de personnes. Les positions que nous prenons ici, surtout quand nous les prenons de manière majoritaire ou à l'unanimité, quand elles recouvrent et elles traversent les opinions lourdes des ACP et de l'Union européenne, elles peuvent faire la différence dans les grandes institutions internationales à condition que nous les ayons bien positionnées. Nous devons être plus réactifs. Je pense que des sujets, par exemple d'actualité, comme ce qui se passe au Moyen-Orient, avec la reprise des "settlements", est un débat qui n'est pas étranger à cette Assemblée. Nous devons évidemment avoir le droit de saisir ce débat là, de dire ce que nous pensons sur cette question, de l'exprimer en temps réel. Donc il faudra nécessairement revoir nos méthodes, nous devons être plus réactifs et nous devons être plus opérationnels. Nous avons plein de sujets encore à traiter.

Autre exemple qui illustre ce que je viens de dire: Monsieur le Ministre, je voudrais vous transmettre une des préoccupations de l'APP. Elle concerne un pays qui vit douloureusement aujourd'hui, suite à un coup d'Etat, c'est Madagascar. Nous recevons de Madagascar des informations

plus qu'inquiétantes, et horriblement angoissantes. Il serait bon que le Conseil européen renforce la position qui a été prise et les sanctions qui ont été décidées par l'Union Africaine pour donner du poids et du crédit à ces sanctions. Si l'UE ne s'aligne pas sur les positions de l'UA, ce sera extrêmement difficile pour l'UA de crédibiliser ces sanctions.

Nous prévoyons aussi de conduire des missions d'observations électorales. Nous devons réfléchir à la meilleure façon de les organiser, de les rendre opérationnelles et aussi, surtout, de suivre les recommandations que nous ferons suite à ces missions d'observation électorale. A cet égard, je félicite les autorités du Togo pour avoir organisé de manière très correcte et très transparente les opérations de vote. C'est indiscutablement un bon exemple et je veux les féliciter. Il y aura bientôt des élections au Burundi et en Ethiopie, je pense que tout ça est important.

J'ai aussi assisté au lancement d'un groupe de travail, qui doit voir comment mieux utiliser les atouts des régions ultra-périphériques, dans un partenariat plus fort, mieux organisé, avec nos institutions. Je pense que nous avons énormément de travail et nous allons travailler sur toutes ces questions.

Voilà, Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, le message que je voulais vous transmettre. Vous dire que nous sommes heureux d'être ici, que nous vous remercions de votre accueil. Nous vous remercions aussi de la commune sensibilité que nous portons sur toutes ces grandes questions qui traversent évidemment les angoisses du monde moderne. Je pense que c'est important aussi que notre Assemblée ne colporte pas la peur mais qu'au contraire nous fassions œuvre

d'optimisme actif vis-à-vis de toutes ces incertitudes et ces défis que nous avons à relever.

Je voulais encore une fois vous remercier, Monsieur le Ministre, Monsieur le Président, chers parlementaires et je voudrais associer dans ces remerciements nos assistants, nos collaborateurs, les Ambassadeurs que j'ai rencontrés ici. Toutes des personnes qui contribuent à ce que l'APP soit une voix entendue et forte pour un monde meilleur.

Je vous remercie.